

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale
des territoires

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

AP n° 2017-MD-24-IC
CdeM

**ARRETE PREFECTORAL de MISE EN DEMEURE
pris à l'encontre de la société OI MANUFACTURING FRANCE
pour son établissement situé sur le territoire de la commune de REIMS (51100)**

Le Préfet du département de la Marne,

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2005-A-152-IC du 21 octobre 2005 autorisant la société OI MANUFACTURING FRANCE à exploiter une verrerie située à REIMS, 69, rue Albert Thomas ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-APC-038-IC du 30 mars 2016 imposant à la société OI MANUFACTURING FRANCE des mesures visant à mettre en conformité ses installations avec les objectifs attendus par la mise en place des meilleures techniques disponibles ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 23 février 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DS2016-094 en date du 18 juillet 2016 portant délégation de signature à M. Denis GAUDIN, Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne ;

Considérant que les concentrations en NOx des rejets atmosphériques des fours verriers dépassent régulièrement et de manière significative la valeur limite de 800 mg/Nm³ fixée par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ;

Considérant que cette valeur limite est le seuil haut des fourchettes d'émissions attendues par la mise en place des meilleures techniques disponibles, ;

Considérant que la Société OI MANUFACTURING FRANCE, du fait de la nature et du volume de ses activités, relève du régime ICPE encadrant les émetteurs industriels les plus importants (découlant de la directive IED),

Considérant que l'agglomération rémoise est couverte par un plan de protection de l'atmosphère visant notamment la réduction des émissions en oxydes d'azote,

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des Territoires de la Marne,

ARRÊTE :

Article 1er :

La société OI MANUFACTURING FRANCE, dont le siège social se situe 64, boulevard du 11 Novembre 1918 – 69611 VILLEURBANNE, est mise en demeure de respecter, **sous un délai de 14 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'article 17.3 de son arrêté préfectoral du 21 octobre 2005 relatif aux valeurs limites d'émissions de sa verrerie située à REIMS, 69, rue Albert Thomas.

Article 2 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser,
- faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre par arrêté le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

Article 3: Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Exécution et diffusion

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Grand Est, le Directeur Départemental des Territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Madame la Sous-préfète de REIMS, à la délégation territoriale Marne de l'ARS, à la DIRECCTE, à la DDT – service urbanisme, au service interministériel de défense et de la protection civile, au service départemental des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de REIMS qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le directeur de la société **OI MANUFACTURING FRANCE**, dont le siège social se situe 64, boulevard du 11 Novembre 1918 – 69611 VILLEURBANNE.

Monsieur le maire de REIMS procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Châlons-en-Champagne, le

14 MARS 2017

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture,



Denis GAUDIN

Voies de recours

En vertu de l'article L.514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.